



VIH et SIDA au Rwanda

Documentation sur les réalisations dans le cadre de la réponse au VIH 2003–2007



Suivi et Evaluation de la réponse nationale au SIDA au Rwanda: Décentralisation des activités au niveau de districts

Auteurs: ¹Dr. Agnès Binagwaho, ¹ Robert Banamwa, ¹ Japhet Taratibu

1: CNLS-Rwanda

Contexte

A la lumière des résultats issus d'une revue à mi-parcours du Plan stratégique multisectoriel de lutte contre le SIDA 2002-2006 au Rwanda, la politique nationale de lutte contre le SIDA a été révisée alors que le cadre stratégique accompagné du plan de suivi et d'évaluation a été modifié pour refléter les changements et tirer profit de nouvelles opportunités créées par un environnement de la réponse au niveau national et international. La thérapie anti-rétrovirale est devenue accessible dans les pays en voie de développement étant donné que davantage de ressources ont été engagées et les partenariats créés pour que cela devienne une réalité. Les ressources affectées à la prévention et à la réduction de l'impact du SIDA ont été augmentées en 2003 suite aux différentes déclarations régionales et internationales faites en 2001.

En même temps, la politique de décentralisation au niveau national était en cours pour améliorer l'efficacité de la prestation des services et renforcer les capacités des autorités de districts pour qu'ils puissent mieux assurer la coordination et le suivi des activités (y compris la réponse au SIDA) au niveau de district.

La réforme administrative a donné lieu à 5 provinces, 30 districts et 416 secteurs. Un Comité de District de lutte contre le SIDA (CDCS) composé de 8 membres dont les représentants des services importants et de la société civile y compris des personnes vivant avec le VIH a été mis en place dans chacun des 30 districts en vue d'aider les maires à gérer la réponse au SIDA sur base des faits et à mettre en œuvre leur accord contractuel conformément au protocole d'accord signé à cet effet entre les districts et la CNLS. Les districts disposent de plusieurs sous-comités techniques (ex : IEC/BCC, sur l'approbation des projets) devant appuyer les CDLS.

Les CDLS n'avaient pas d'informations et de capacités techniques suffisantes devant leur permettre d'aider les Maires à prendre des décisions informées dans le cadre d'une réponse au SIDA au niveau de districts. La CNLS a

organisé une formation accélérée à l'intention du nouveau groupe technique des CDLS chargé de la planification, de la coordination, du suivi et évaluation de la réponse au SIDA. Cette formation avait pour but d'assurer le renforcement rapide des capacités des districts à mettre en œuvre le plan stratégique national de lutte contre le SIDA dans le nouveau contexte des structures nouvellement restructurées et décentralisées dans le cadre de la réponse nationale.

Pour faciliter la prise de décisions axées sur les faits au niveau de district, la Commission nationale de lutte contre le SIDA (CNLS) a mis en place un système de suivi et d'évaluation au niveau de district. Il a également été jugé bon de procéder à la révision des zones d'interventions, des partenaires de mise en œuvre et des bénéficiaires sur base des 30 districts au lieu des anciennes douze provinces. Les cinq provinces actuelles ne sont pas directement engagées dans la gestion de la réponse au SIDA étant donné que toute la responsabilité y relative est assurée par les autorités au niveau de district.

Approche

La CNLS a créé un système de base de données décentralisé qui offre les détails sur les prestataires de services, leurs plans d'action, rapports, bénéficiaires et budget. Ce système permet également de faire le suivi des progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre. Les informations et données de base pour les organisations au niveau de district ont été collectées et entrées dans la base de données. Le district rassemble les plans et les rapports venus de tous les partenaires dans une base de données consolidée du district. La base de données du district est intégrée dans une base de données nationale permettant ainsi de présenter un aperçu national de la planification, de la mise en œuvre et des ressources financières au niveau national et de district.

Ce système pourra éventuellement comprendre un volet SIG (Système d'information géographique) en vue d'une visualisation géographique permettant de promouvoir les principes nationaux de répartition équitable des interventions et des ressources au niveau de district. Il permettra également d'assurer une meilleure prise de décisions en matière d'allocation des ressources.

Dans le but de faciliter la transmission des données à la CNLS, les modems fonctionnant avec la technologie des téléphones cellulaires ont été installés dans chaque district et les données seront transmises à travers une base de données connectée au site web.

Les personnes chargées de la mise en œuvre des programmes ainsi que deux membres du personnel de la CDLS dans chaque district ont été formés sur les principes de la base de données, du flux de données, du suivi et de l'évaluation. La base de données permet la saisie des plans d'action annuels et des rapports trimestriels à l'aide d'un format électronique national unique conçu par la CNLS. Pour simplifier la rédaction des rapports, le canevas de planification est intégré dans la même base de données avec un formulaire de rédaction des rapports trimestriels qui a deux colonnes supplémentaires qui présentent l'état d'avancement des activités et le budget utilisé.

Résultats et défis

Les CDLS sont dotés d'un personnel technique compétent chargé d'assurer la gestion et la coordination de la réponse au SIDA axées sur les faits.

La base de données de la CNLS au niveau de district est entièrement développée par le personnel local de la CNLS qui continue d'assurer sa mise à jour et la maintenance du système.

La CNLS dispose aujourd'hui d'une base de données avec des informations facilement accessibles sur tous les aspects de la réponse au niveau local et national. La mise à jour régulière de la base de données permet d'améliorer la collecte de données et d'assurer un suivi efficace de la mise en œuvre.

Il est nécessaire de s'assurer de la qualité de l'analyse des données et de la production des rapports de qualité qui expliquent les activités au niveau national et de district.

Les principaux défis sont liés à la connectivité continue, à la mise à jour et à la maintenance de l'équipement et à la rétention des experts. Le maintien d'un niveau élevé de performance exige également une formation continue visant le renforcement des capacités des techniciens des CDLS pour qu'ils répondent à un grand nombre de variétés d'interventions de lutte contre le SIDA.

Un autre défi reste lié à l'harmonisation de différents outils de suivi des progrès nationaux dans différents secteurs. Le système doit être flexible et adaptable pour répondre aux changements.

En fin de compte, il importe de noter que le système a besoin d'être développé davantage pour faire la collecte des données et donner le feedback au secteur concerné et au niveau de la base des opérations.

Recommandations principales

La plupart des pays développent les systèmes de suivi et évaluation répondant aux besoins des donateurs (ex: PEPFAR, MAP, Fonds mondial etc.) ou aux obligations nationales de présentation des rapports conformément aux accords internationaux (ex : OMD, UNGASS). La CNLS-Rwanda a, avec l'appui de MEASURE Evaluation, démontré qu'il est possible de développer des systèmes locaux rentables et viables.

Le projet MEASURE Evaluation a apporté un appui technique et financier y compris la formation du personnel de la CNLS en matière de développement d'une base de données.